

MONTRÉAL—LE PROJET DE RÉNOVATION DE
«LA PETITE BOURGOGNE»

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre sans portefeuille responsable du logement.

J'aimerais lui demander pourquoi son ministère a réduit de 35 à 17 millions de dollars le montant qui devait être versé à la cité de Montréal pour la rénovation de la Petite Bourgogne?

[Traduction]

L'hon Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, le gouvernement fédéral et la ville de Montréal n'ont jamais conclu aucune entente de rénovation urbaine de 35 millions de dollars ou de tout autre montant. L'autorisation d'entreprendre de telles négociations a été accordée à l'un de mes prédécesseurs en 1966-1967, mais dans l'intervalle, la Société d'habitation du Québec a été créée et nous avons été priés de conclure une entente générale avec cet organisme à la condition qu'il affecterait les fonds pour la rénovation urbaine dans cette entente générale. En ce qui concerne notre offre au Québec en décembre, et que j'ai annoncée à la Chambre, elle comporte trois projets, un à Montréal et deux à Québec, et des négociations satisfaisantes se poursuivent présentement avec la Société d'habitation du Québec. J'avoue franchement ma vive surprise en apprenant la déclaration parue dans la presse ce matin au sujet de Montréal.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre. Est-il vrai que la ville de Montréal a rejeté l'offre de 17.8 millions de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour la rénovation urbaine du quartier de la Petite Bourgogne?

M. l'Orateur: La question ainsi posée est irrecevable. Le député invite le ministre à confirmer ou à démentir une nouvelle. Sous cette forme, la question n'est pas recevable.

M. Allmand: Je pourrais peut-être reformuler ma question, monsieur l'Orateur. Est-ce que la ville de Montréal a adressé un message au premier ministre pour indiquer qu'elle refusait les 17.8 millions qui lui ont été offerts?

L'hon. M. Andras: Monsieur l'Orateur, je n'ai reçu aucune communication semblable.

[Plus tard]

M. Valade: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre s'il songe à revenir sur

[M. l'Orateur.]

sa décision, car, sans ces fonds, Montréal devra abandonner son programme de rénovation urbaine. Va-t-il songer à retirer son opposition et à octroyer les 35 millions de dollars nécessaires à la réalisation du projet?

L'hon. M. Andras: Nous avons offert à la Société d'habitation du Québec et au gouvernement québécois une somme de 17 millions et demi pour la mise en œuvre du programme de Montréal. Je n'ai reçu d'eux aucune contre-proposition; toute cette controverse provient donc d'une dépêche parue dans la presse.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, étant donné la crise du logement dont a parlé mon collègue le député de Broadview et le prochain budget, le ministre pourrait-il dire si le gouvernement songe à abolir la taxe fédérale de vente sur les matériaux de construction?

M. l'Orateur: Le député anticipe naturellement sur un ordre de la Chambre.

LA RÉNOVATION URBAINE À HAMILTON ET
MONTRÉAL

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur j'ai une question complémentaire pour le ministre. En raison des inquiétudes et des frustrations qu'a provoquées l'attitude du gouvernement à l'égard de la rénovation urbaine, le ministre prendrait-il sur lui de visiter au moins les villes de Montréal et d'Hamilton pour que des propositions concrètes puissent être faites afin de continuer les travaux dans ce domaine, surtout lorsqu'on sous-entend que le gouvernement a contracté des engagements?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, nous avons un engagement bien précis envers la ville d'Hamilton et le montant en cause est clairement précisé. Pour ma part, aucun représentant officiel d'Hamilton n'a communiqué avec moi pour m'informer des difficultés qu'il aurait à établir un programme en vertu de cet engagement. Si les responsables souhaitent entrer directement en communication avec moi, je serais heureux de m'entretenir avec eux. Pour ce qui est de Montréal, il me semble avoir expliqué la situation tantôt.

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je suis sensible à la réponse que m'a donnée le ministre, mais il me semble avoir souligné qu'un sentiment de frustration se faisait jour à Hamilton...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député d'Oshawa-Whitby.